



AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT PR26-09

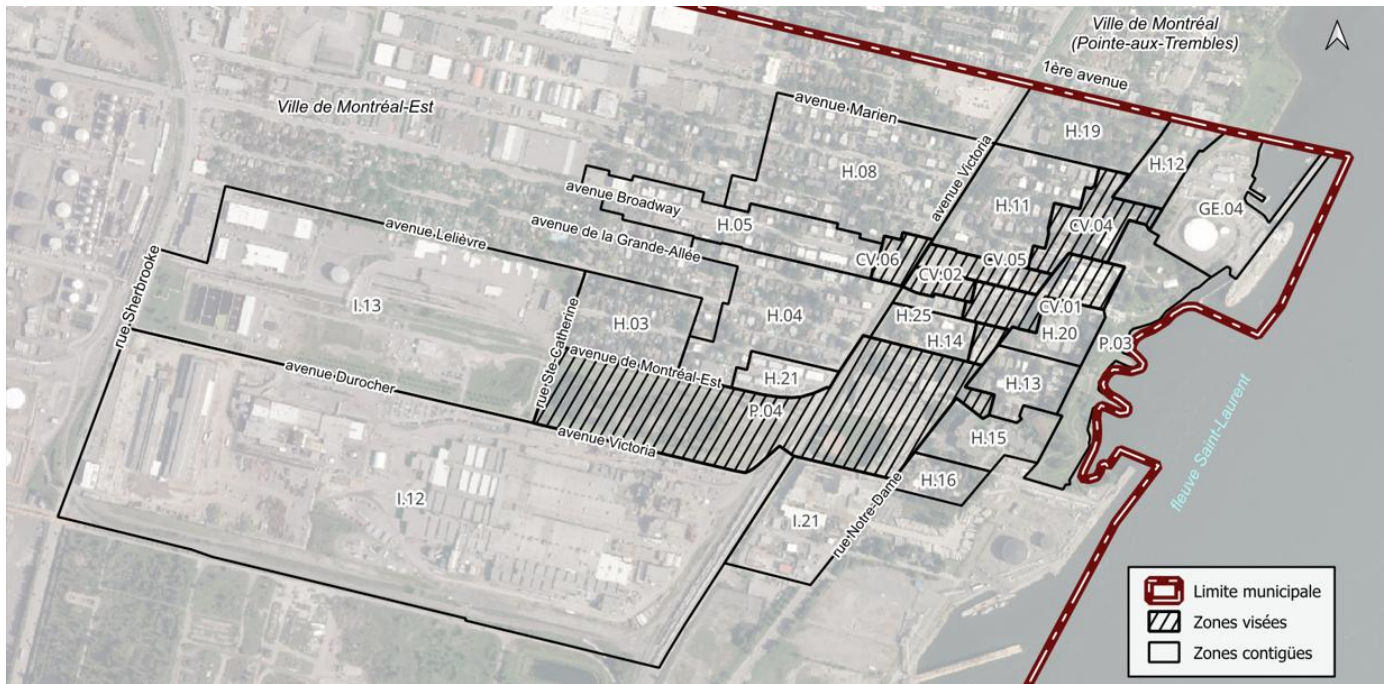
RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 58-2016 – RÈGLEMENT DE ZONAGE — AFIN DE RETIRER DES USAGES COMMERCIAUX DES ZONES CENTRE-VILLE ET DE LES RELOCALISER DANS D'AUTRES ZONES COMMERCIALES

Le soussigné avise les personnes intéressées que, lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 15 avril dernier, la Ville de Montréal-Est a adopté le projet de règlement cité en objet.

Ce projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées, afin que ce règlement soit soumis à l'approbation de certaines personnes habiles à voter conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., E-2).

Le projet de règlement PR26-09 a pour objet de retirer des usages commerciaux des zones centre-ville et de les relocaliser dans d'autres zones commerciales.

Ces dispositions du projet de règlement peuvent faire l'objet d'une approbation référendaire par les personnes habiles à voter des zones visées et des zones qui leur sont contigües, telles qu'illustrées sur le croquis ci-dessous :



POUR ÊTRE VALIDE, TOUTE DEMANDE DOIT :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient, et le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite;
- être reçue au bureau du greffier de la municipalité situé à l'hôtel de ville au 11370, rue Notre-Dame Est, 5^e étage, Montréal-Est, au plus tard le **28 avril 2026** de l'une ou l'autre des façons suivantes :



- par la poste, à :
Directeur des affaires juridiques et du greffe
11370, rue Notre-Dame E, 5^e étage
Montréal-Est (Québec) H1B 2W6
- par courriel à greffe@montreal-est.ca
- par télécopieur au 514 905-2007
- être signée par au moins douze personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.

CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE À SIGNER UNE DEMANDE :

- A) Toute **personne** qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes le 15 avril 2026 :
- ⇒ être domiciliée dans une zone où peut provenir une demande; et
 - ⇒ être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec.
- B) Tout **propriétaire unique d'un immeuble ou cooccupant unique d'un établissement d'entreprise** qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes le 15 avril 2026 :
- ⇒ être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé dans la municipalité depuis au moins 45 jours.
- C) Tout **copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise** qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes le 15 avril 2026 :
- ⇒ être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone où peut provenir une demande depuis au moins 45 jours ;
 - ⇒ être désigné, au moyen d'une procuration signée par une majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupantes depuis au moins 45 jours, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

Dans le cas d'une **personne physique**, elle doit être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une **personne morale**, elle doit :

- ⇒ avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le 15 avril 2026 et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi;
- ⇒ avoir produit avant ou en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Les dispositions de ce projet de règlement qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

Ce projet de règlement peut être consulté au bureau de la municipalité situé au 11370, rue Notre-Dame Est, Montréal-Est, aux heures normales de bureau et sur le site Internet de la Ville à l'adresse suivante : www.ville.montreal-est.qc.ca.

DONNÉ À MONTRÉAL-EST, LE 20 AVRIL 2026

M^e Olivier Pelletier
Greffier